



**PRÉFET  
DE L'HÉRAULT**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 24/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SICTOM Pézenas- Agde**

Rue Pierre David  
Z.A. des Aires  
34120 Pézenas

Références : UD34/H2/2024\_069

Code AIOT : 0018300744

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2024 dans l'établissement SICTOM Pézenas- Agde implanté ZA les Aires Rue Pierre David 34120 Pézenas. L'inspection a été annoncée le 03/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SICTOM Pézenas- Agde
- ZA les Aires Rue Pierre David 34120 Pézenas
- Code AIOT : 0018300744
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le SICTOM de Pézénas-Agde exploite un centre de tri de déchets ménagers recyclables sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2001-1-3484 du 13 août 2001.

**Thèmes de l'inspection :**

- Déchets

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	SITUATION ADMINISTRATIVE	Arrêté Préfectoral du 13/08/2001, article 1.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	ÉQUIPEMENT S-AMÉNAGEMENTS	Arrêté Préfectoral du 13/08/2001, article 4.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	RÉCEPTION DES DÉCHETS	Arrêté Préfectoral du 13/08/2001, article 3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	LIMITES	Arrêté Préfectoral du 13/08/2001, article 5.3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du site a mis en évidence des écarts de conformité, pour lesquels les justificatifs suivants doivent être apportés dans un délai de trois mois :

- une attestation de la conformité du poteau incendie à la norme NFS 61213, conformément à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation du site,
- une consigne d'exploitation relative à l'identification des déchets non admissibles, conformément à l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation du site,
- le rapport de mesure des niveaux d'émissions sonore, conformément à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral encadrant l'exploitation du site.

Par ailleurs, concernant les modifications des conditions d'exploitation apportées au site et les projets de modifications à venir, l'exploitant devra fournir, dans les mêmes délais, un porter à connaissance intégrant la description des modifications et des évolutions projetées ainsi que les volumes associés, eu égard aux rubriques 2713 et 2714 de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE). Une copie de la délibération du Comité Syndical portant cession parcellaire partielle au sein au profit du Conseil départemental de l'Hérault devra être jointe à ce document.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : SITUATION ADMINISTRATIVE

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2001, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Vérification des activités du site
<b>Prescription contrôlée :</b>
Situation administrative du site :
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté Préfectoral d'Autorisation n°2001-1-3484 du 13 août 2001,</li> </ul>

- Récépissé d'Antériorité n°14-54 du 03 mars 2014

Le site relève du régime autorisation de la rubrique 2714 de la nomenclature des ICPE, relative aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.

#### Constats :

L'exploitant informe l'inspection que l'activité de tri, de transit de déchets et de mise en balle a été transférée, pour grande partie, au nouveau centre de tri OEKOTRI implanté sur la commune de Saint-Thibéry.

L'exploitant indique à l'inspection que cela concerne environ 7000 tonnes de déchets ménagers ainsi que certains types de plastiques.

Il précise également que l'activité de stockage et de récupération de déchets de métaux n'est plus exercée au sein du site. Les activités de tri et de transit de déchets industriels et commerciaux banals (placoplâtre), le stockage de matières plastiques et le dépôt de papier usés sont maintenues.

Par ailleurs, l'exploitant informe l'inspection du projet d'évolution des activités du site, à savoir :

- la cession parcellaire du site en cours, pour partie, au profit du Conseil départemental de l'Hérault (Bâtiment administratif + parking sur une surface d'environ 6000 m<sup>2</sup>), située dans l'enceinte du site ICPE actuel, a été acté par délibération du Comité Syndical en date du 15 juillet 2024,
- la modernisation du site qui consiste d'une part à pérenniser l'activité de transfert de placoplâtre, et d'autre part, à mettre en place une activité de mise en balle de polystyrène avec l'installation d'une presse polystyrène, de plastiques "durs" (expérimentation en cours sur le site), et de cartons et de papiers issue d'ordures ménagères (le tri ne s'effectuera plus sur le site pour cette activité).

#### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection informe l'exploitant que toutes les modifications ou les évolutions des activités exercées dans l'emprise du site, doivent être portées à la connaissance du préfet de l'Hérault avec tous les éléments d'appréciations.

L'inspection souligne à l'exploitant qu'un Porter à Connaissance (PAC) intégrant la description des modifications et des évolutions sus-mentionnées ainsi que les volumes associés, eu égard aux rubriques 2713 et 2714 de la nomenclature ICPE, devra être transmis à l'inspection des installations classées en vue de son instruction.

Par ailleurs, une copie de la délibération du Comité Syndical portant cession parcellaire partielle au sein au profit du Conseil départemental de l'Hérault devra être transmis à l'inspection des installations classées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois

#### N° 2 : ÉQUIPEMENTS-AMÉNAGEMENTS

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/08/2001, article 4.1.1

<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Équipement de lutte contre incendie - Aménagements
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Extrait de l'article 4.1.1 - Équipements, Aménagements</u>  Les moyens de lutte contre l'incendie, conformes aux normes en vigueur, comportent au minimum :  - des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues ;  ... - un poteau conforme à la norme NFS 61213 doit être installé à proximité immédiate de l'entrée de l'établissement, ... - la cabine de tri comprend, notamment, une issue directe vers l'extérieur du bâtiment, côté ouest.
<b>Constats :</b>  Par sondage, l'inspection relève, au droit de la cabine de tri, la présence d'une issue vers l'extérieur du bâtiment, côté ouest. L'inspection relève également l'arrêt total de l'activité de tri dans l'enceinte du bâtiment du centre de tri. Par ailleurs, l'exploitant a transmis à l'inspection le formulaire de contrôle de la prise d'incendie (PI n°101) qui a été effectué le 3 juillet 2024, portant la mention "RAS". Ce document n'atteste pas de la conformité à la norme NFS 61213.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra transmettre à l'inspection le justificatif de la conformité du poteau incendie à la norme NFS 61213, conformément à l'article 4.1.1 de l'arrêté préfectoral d'exploitation du site.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : RÉCEPTION DES DÉCHETS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2001, article 3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Admissibilité des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Réception des déchets :</u> Avant réception d'un déchet, un accord commercial doit préalablement définir le type de déchets livrés. Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception. Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en

<p>cas d'identification de déchets non accessibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées. Les bennes de déchets réceptionnées sur le site sont triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est à dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas pu présenter à l'inspection de consigne écrite en cas d'identification de déchets non admissibles sur l'installation.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de rédiger une consigne d'exploitation en cas d'identification de déchets non admissibles sur son installation.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : LIMITES

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/08/2001, article 5.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Émissions sonores</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées dans le tableau suivant : [.....] Ces mesures sont effectuées dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant informe l'inspection qu'il ne retrouve pas de document relatif aux mesures d'émissions sonores de l'installation du centre de tri.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra réaliser, dans un délai de trois mois, une mesure des niveaux d'émissions sonores de son établissement conformément à l'article 5.3 de l'arrêté préfectoral du 13 août 2001. Le rapport associé devra être transmis à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>